

Les petits arrangements de la police mexicaine

Entretien avec Pablo Piccato

Quentin DELUERMOZ et Jeanne MOISAND

Sur fond de « guerre » aux narcotrafiquants et de montée des violences, le fossé entre police et société mexicaines se creuse gravement. L'historien Pablo Piccato analyse les facteurs historiques et géopolitiques qui expliquent pourquoi la police suscite tant de méfiance au Mexique.

Pablo Piccato est professeur à l'Université de Columbia, spécialiste d'histoire culturelle et politique du Mexique contemporain, et de l'histoire du crime au XXe siècle.

La Vie des Idées : Dans quelle mesure une perspective historique permet-elle de mieux comprendre le rôle problématique de la police au sein de la société mexicaine contemporaine ?

Pablo Piccato : Mon travail actuel porte sur l'histoire du crime au XXe siècle au Mexique. L'idée de départ était de comprendre le crime non pas depuis une perspective d'État, mais du point de vue des pratiques criminelles, c'est-à-dire de ce que les criminels font. Normalement, les historiens tendent à porter leur regard sur les prisons, sur les institutions, et non pas sur les criminels, sur ce qui arrive dans la rue. Mon idée de départ était celle-là. Or, mes recherches m'ont amené à m'occuper plutôt de la police. Je me suis aperçu que pour comprendre le crime au Mexique au XXe siècle on doit étudier la police, car non seulement elle ne réprime ni ne prévient pas le crime, mais dans beaucoup de cas elle y est elle-même impliquée. Dès lors, il n'y a plus de

ligne de partage entre l'histoire de la police et l'histoire du crime, car elles sont entremêlées.

L'autre élément important de cette perspective historique est l'évidence des statistiques judiciaires, que j'ai recueillies il y a quelques années : si nous calculons le nombre de personnes accusées formellement d'avoir commis des crimes et nous divisons le chiffre par la population totale, nous voyons que les indices diminuent au long du XXe siècle. Autrement dit, il y a au Mexique de moins en moins de crimes au long du XXe siècle. Ceci est très clair pour les homicides : les taux descendent tout au long du siècle. Les taux des viols restent plus stables, mais il est probable que cela soit le résultat d'un plus grand nombre de dénonciations. Nous ne savons pas exactement combien de viols sont commis, car la plupart ne sont jamais dénoncés, mais nous savons qu'ils n'augmentent pas. Les vols ont diminué tout au long du XXe siècle, en particulier depuis la Révolution de 1910-1920. Ils ont augmenté dans les années 1980, une période de crise économique, d'inflation et de chômage, et davantage encore au milieu des années 1990, lors d'une autre crise très sévère pour l'économie mexicaine.

Alors même que je constatais que les crimes diminuaient et que la société mexicaine devenait plus pacifique, moins violente, je voyais que la sphère publique parlait de plus en plus des crimes, jusqu'à en faire le thème central du XXe siècle. Lorsque j'ai commencé à lire les journaux parlant de crimes, les plus lus au Mexique jusqu'à aujourd'hui – ils comptent des centaines de milliers de lecteurs, bien davantage que les quotidiens « sérieux » –, j'ai constaté que la « note rouge », c'est ainsi que l'on désigne les nouvelles de la police, critiquait l'État, dénonçait l'incapacité de la police, l'absence de lien entre les crimes et leur châtement, et la routine de l'impunité – le fait que les tueurs, ces professionnels du crime, n'étaient jamais punis car ils jouissaient d'influences politiques. Ceci est très clair surtout à partir des années 1940.

Dès lors, comment expliquer ce paradoxe : il y a de moins en moins de crimes, mais la société civile s'en inquiète de plus en plus ? Afin de tenter de comprendre le Mexique contemporain il faut rappeler que le crime est devenu le terrain le plus sensible entre l'État et la société civile. C'est la principale préoccupation des citoyens, ce sur quoi ils montrent le plus d'exigence vis-à-vis de l'État : qu'il châtie les criminels, qu'il en finisse avec l'impunité et la corruption. Ce n'est pas nouveau, ces demandes n'ont

pas cessé depuis le temps qui a suivi la Révolution. En d'autres mots, une perspective historique du crime au Mexique nous oblige à étudier les raisons de la baisse de la criminalité (pour des raisons proches à celles d'autres pays : progrès de l'éducation, une population plus adulte, moins jeune, etc.), tout comme celles qui font que le thème persiste. Dans le cas mexicain la police joue un rôle central, elle est devenue pour beaucoup le reflet, voire la cause, des crimes. La police et le système judiciaire n'ont pas été en mesure de relier la vérité, ce que l'on sait d'un crime, à la peine, à la justice. Il y a une brèche entre la vérité, que la société civile connaît car elle la lit dans les journaux, et la justice, dont la société sait qu'elle n'est pas toujours rendue. C'est là que surgit le problème avec la police. Elle n'accomplit pas sa mission, qui est de relier la vérité sur un crime à la justice afin de légitimer le contrôle des criminels par l'imposition de peines.

La Vie des Idées : Les pratiques corrompues sont-elles le fruit d'une professionnalisation défailante ?

Pablo Piccato : Depuis la fin du XIXe siècle, lorsque la police en uniforme a été créée à Mexico, l'idée était de l'utiliser pour moderniser la population et la ville, afin d'établir des partages entre un espace de respectabilité et un espace non civilisé, dans les marges de la ville. Mais dans la pratique la police n'avait pas cette fonction civilisatrice. Tout d'abord parce que les policiers étaient très mal payés, mais surtout parce que leur métier n'était pas valorisé socialement. Les policiers étaient méprisés par leurs voisins, et ne possédaient pas le capital culturel qu'ils avaient dans d'autres pays comme les États-Unis, la France ou l'Angleterre ; personne ne voulait être policier. Il n'y avait pas l'encouragement d'une promotion de carrière dans l'institution. Nous constatons que beaucoup de policiers entraient dans le corps et partaient trois mois après : il y avait une grande mobilité. Cela encourageait les relations informelles entre les policiers et les gens de la rue : les vendeurs, les chauffeurs, les prostituées. Et l'on constate également la présence de ce que l'on appelle au Mexique « mordida » [bouchée] : une « mordida » de votre argent est emporté par la police, cela fait partie des charges du travail et du transport en ville. Cette « mordida » était à la base d'un système dans lequel les agents travaillant dans la rue payaient à leur tour leurs chefs de délégation, qui payaient eux-mêmes l'inspecteur : une pyramide d'argent soutenue par les contraventions, mais aussi par les infractions commises par des vendeurs ambulants,

par l'exploitation de prostituées, et d'autres affaires disons plus capitalisées, jouissant d'une indéniable protection policière depuis le début du siècle, comme les jeux de hasard – et surtout les casinos illégaux –, la prostitution exercée dans des bordels, l'avortement – interdit au Mexique tout au long du siècle, mais protégé de manière informelle –, et le trafic de drogues. Beaucoup d'indices établissent l'implication de la police dans le trafic de drogues, dans la capitale mais aussi dans d'autres villes.

Ceci entache la perception du travail de la police, et surtout des détectives, censés être à la recherche des preuves, afin de résoudre des cas à partir de quelques pistes. L'intérêt des policiers mexicains n'était pas vraiment de rassembler des preuves sur la scène du crime, celles-ci étaient désastreusement construites : beaucoup de monde était présent, emportait ou effaçait des preuves, les journalistes étaient là également... Les détectives mexicains cherchaient surtout à obtenir une confession du suspect. Afin de l'obtenir, cela est bien documenté, ils utilisaient la torture et toutes sortes de formes de pression physique sur les suspects. Il y avait aussi la « ley fuga » [loi de la fugue], certes pas très habituelle mais possible, et qui pendait implicitement sur la tête de tous les suspects : si le suspect ne passait pas aux aveux, le policier pouvait le tuer puis dire qu'il avait tenté de s'enfuir. Aux yeux du public, la loi de la fugue était perçue comme une forme extra officielle d'appliquer la peine de mort.

Un facteur supplémentaire pour expliquer le manque d'efficacité de la police à résoudre les crimes est la multiplication des corps de police, aux chefs et logiques différentes : la police préventive, la police judiciaire, la police secrète, la police bancaire, les polices privées, les services de renseignement de l'État, les renseignements de l'armée et les corps de la garde présidentielle. Tous ces corps sont en compétition, tous tentent de capturer des informations sans les partager. Cela rendait les enquêtes moins efficaces et moins convaincantes vis-à-vis de la société. Certains chercheurs tentent d'expliquer cette prolifération des différents corps de police en y voyant une tentative de maintien d'un équilibre politique entre divers acteurs : la diversité enrayait une trop grande concentration de pouvoirs de l'un de ces acteurs grâce à sa police.

Si la police n'est pas perçue au Mexique comme l'instrument de vérité sur une affaire, c'est à cause de cette fragmentation, de la corruption et du manque de développement technique. La police ne résout pas les mystères. Les policiers ne

correspondent pas aux figures des romans noirs et policiers classiques. Les policiers dans la littérature sont généralement les principaux obstacles sur le chemin de la vérité.

Un exemple très clair est le cas de Lola la Chata, une femme qui avait le contrôle du trafic de drogues du Mexique depuis le quartier de la Merced, à partir des années 1940. Elle était très puissante. Tous les chefs de la police étaient dans sa poche. Elle mourut en prison, et des centaines de policiers assistèrent à son enterrement. Ils l'aimaient réellement car elle les avait beaucoup aidés. Une fois un juge la gifla, puis il alla lui demander de l'argent : Lola la Chata était tellement puissante que même les juges allaient lui demander de l'aide. Dès lors, évidemment, il était très difficile de croire à une police honnête.

La Vie des Idées : Quelle place occupe le Mexique dans le contexte global d'une diminution des crimes de sang ?

Pablo Piccato : Il y a une contradiction apparente entre la diminution de la criminalité dans la plupart des sociétés européennes ces vingt dernières années et l'apparente augmentation au Mexique récemment. Je dirais pour faire vite qu'il y a beaucoup des facteurs divers fonctionnant dans des sociétés différentes. Aux États-Unis, par exemple, la violence et les crimes liés au crack ont baissé, ce qui a fait diminuer les taux de criminalité. Ceci est lié au type de drogues et à la forme dont celles-ci sont consommées. C'est également lié à la démographie : une population vieillissante commet moins de crimes. Cela arrive en Europe et aux États-Unis, et commence au Mexique, où la pyramide des âges n'est plus aussi large à la base.

Au Mexique, il y a beaucoup de violence dans certains États, surtout ceux qui sont proches des frontières : Tamaulipas, Chihuahua, Baja California Norte, Sinaloa, mais aussi Pacífico, Guerrero et Michoacán, là où le trafic de drogues est un commerce très important. Mais au regard du nombre total d'homicides au Mexique ces dernières années, ils n'ont pas augmenté avant les deux dernières années. C'est là que l'on voit les effets de la violence, qui a coûté la vie à plus de trente mille personnes ces cinq dernières années. Mais la violence continue à être concentrée sur certaines régions. Nous ne pouvons pas dire que cela arrive partout au Mexique de manière analogue. Il est

important de l'avoir à l'esprit. Et cela nous aide à comprendre un peu les problèmes des relations entre les États-Unis et le Mexique.

La Vie des Idées : Comment et pourquoi les logiques transnationales affaiblissent l'action de l'État mexicain ?

Pablo Piccato : Si le Mexique ou les trafiquants de drogue mexicains fournissent actuellement un marché aussi important que celui des États-Unis, les affaires vont continuer à rouler. Il y a un grand marché, une grosse demande, et l'offre semble être élastique à l'infini. Les cartels mexicains de la drogue sont des organisations très sophistiquées, très intégrées verticalement, achetant les produits de base ou les composants pour fabriquer de la méthamphétamine en Amérique du Sud ou en Chine. Ils manipulent ensuite les composants, l'exportent vers les États-Unis à travers une frontière qui est sans doute celle qui reçoit le plus grand trafic de produits au monde, surtout depuis le traité de libre commerce entre les deux pays. La quantité de containers qui traversent la frontière est énorme. Il est très facile de faire passer des drogues aux États-Unis grâce au progrès du commerce globalisé. D'une certaine manière, les drogues font partie du commerce globalisé.

Mais l'augmentation de la violence est une conséquence de cela, et certains chercheurs ont montré qu'elle est aussi liée à l'intervention de l'État. Les lieux où la violence augmente sont ceux où l'armée pénètre pour attaquer les trafiquants de drogue. Une question très grave se pose alors : ces dernières années, combien de victimes ont été tuées par l'armée ? Nous ne le savons pas, car la plupart de ces crimes ne sont jamais éclaircis ni même enquêtés, ils restent impunis. Il y a là, en puissance, un très sérieux problème d'atteinte aux droits de l'homme, que la société mexicaine n'a pas encore articulé dans ces termes. On continue de penser : « en définitive, tous les morts sont des criminels, qu'ils meurent donc, peu importe. » Mais cela n'est évidemment pas vrai : tous ne sont pas des criminels, et même s'ils le sont, il faut mener des enquêtes sur leurs morts de toute manière. Tout criminels qu'ils soient, beaucoup d'entre eux ont été probablement assassinés par des forces représentant l'État de manière extra judiciaire ; la négligence de la justice est presque aussi grave que la violence directe. Il y a alors un problème.

Bien entendu, du fait des liens économiques étroits avec les États-Unis, il y a une offre et un accès important aux armes à feu, très faciles à acheter dans les États frontaliers, puis de les introduire au Mexique. Il est clair que l'énorme majorité des armes utilisées par les trafiquants mexicains viennent des États-Unis. Il y a aussi beaucoup de Mexicains qui ont commis des crimes aux États-Unis, qui vont en prison et s'associent à des bandes dans les prisons américaines. Ils sont ensuite déportés au Mexique où ils peuvent travailler dans les organisations criminelles. L'intégration ne se pose pas uniquement dans des termes de demande de drogues et d'accès aux armes, mais également des personnes impliquées dans le commerce, qui traversent la frontière sans arrêt dans les deux sens.

Ce phénomène a déjà été constaté dans le cas de la Mara Salvatrucha et des bandes de jeunes de l'Amérique centrale, nées dans les années 1980 parmi les nombreux réfugiés fuyant la guerre civile du Salvador en direction de la Californie. Les bandes ou gangs de jeunes apparus alors sont devenus des phénomènes transnationaux lorsque de nombreuses personnes originaires de l'Amérique centrale ont été déportées. On retrouve le problème maintenant au Salvador et au Honduras, où la culture des jeunes est criminalisée. Le fait de traverser des frontières fait partie de la réalité contemporaine, cela ne disparaîtra pas et ne sera pas résolu par une guerre.

Le gouvernement américain commence à reconnaître cette situation et tente de modifier son discours, qui était très militariste depuis les années 1970 : on parlait de guerre contre la drogue comme s'il s'agissait d'une entité cohérente, d'utiliser la force militaire, d'annihiler la culture illégale de drogue, d'éliminer l'ennemi comme but ultime. De nos jours, on insiste sur la santé publique, sur les tentatives de réhabilitation des toxicomanes et, surtout à cause de pressions exercées par la société, sur la légalisation de certaines drogues. Bien évidemment, cela changera la manière dont le Mexique tentera de faire appliquer ses propres lois contre la drogue. De nombreux Mexicains comprennent les violences actuelles comme les effets d'une guerre qu'ils livrent au nom des États-Unis, afin de les protéger. Qu'arrivera-t-il lorsque les États-Unis ne voudront plus être protégés, pour ainsi dire, si la marijuana est légalisée ? Cela modifiera la logique d'une violence justifiée au nom d'une guerre contre les drogues. Il est possible que l'on retourne à la situation d'avant les années 1970, lorsqu'il y avait beaucoup de trafiquants de drogue et beaucoup de commerce illégal, mais avec un

accord entre trafiquants et agents de l'État permettant que le trafic continue sans trop de violence. Bien des Mexicains disent maintenant : « n'importe quoi, mais que la violence cesse. » Que les trafiquants fassent ce qu'ils veulent, mais qu'ils arrêtent de tuer des gens. C'est paradoxal, mais c'est néanmoins un fait. La tentative d'éradication des drogues a engendré un refus de la société vis-à-vis d'un État qui dit simplement appliquer la loi.

La Vie des Idées : Au Mexique, la professionnalisation de la police va de pair avec l'augmentation des violences et laisse intacte la capacité d'autorégulation de la société. Pensez-vous que cette situation soit spécifique au Mexique, ou permet-elle au contraire de comprendre une évolution globale de la police ?

Pablo Piccato : La question est de savoir si au Mexique l'histoire d'une police plus technique, plus développée, plus unifiée comme l'instrument d'une modernisation est crédible. Je constate, dans l'histoire de la police et du crime au XXe siècle au Mexique, le rôle primordial de la société, et non pas de l'État, pour la prévention contre le crime. La société civile a mis en pratique cette prévention de différentes manières, informelles : tractations, honte et connivence. Ce sont différentes méthodes pour tenter d'éviter ou de résoudre les conflits liés à la criminalité qui mettent l'État à la marge, car les personnes les plus démunies savent que l'État complique les choses et ne les résout pas. Encore aujourd'hui, là où beaucoup de crimes sont liés au trafic de drogue, cette éventuelle professionnalisation ou unification de la police ne jouit pas d'un support unanime auprès des acteurs politiques. Beaucoup de gouverneurs et de municipalités s'opposent à une police nationale unifiée car ils pensent que les abus commis au Mexique par les différentes polices ne feront qu'empirer lorsqu'il n'y en aura plus qu'une. Ce qui sera unifié, ce sera le pire de la police, et non pas le meilleur.

Au Mexique, depuis les années 1970 et surtout les années 1980, contrairement à d'autres pays d'Amérique du Sud, le discours sur les droits de l'homme a été utilisé pour dénoncer les abus de la police, et non pas les abus de l'armée ou de dictatures militaires. Il existe au Mexique une tradition de revendication des droits de l'homme, des ONG les défendant font pression sur les autorités politiques afin que ces dernières répondent au problème de la criminalité et de l'insécurité dans des termes allant au-delà des politiques étatiques. C'est un signe de modernité d'autant plus palpable que l'État

mexicain ne rechigne pas à en parler et y a apporté une réponse en créant des institutions qui recueillent les plaintes. Néanmoins, on ne parle pas des violences actuelles en ces termes, même si elles ont cette dimension de violation massive des droits de l'homme.

Il y a bien eu ces dernières années des succès, même s'ils peuvent sembler purement symboliques, face à certains cas particulièrement parlants d'abus ou de négligence des droits de l'homme, parfois sous la pression internationale : le jugement de la Cour Interaméricaine des Droits de l'Homme sur l'affaire des assassinats de femmes à Ciudad Juárez, par exemple. L'aide militaire apportée par les États-Unis est liée au respect des droits de l'homme au Mexique. Cela ne semble pas avoir beaucoup servi en Colombie, mais au moins tous les ans des organisations comme Americas Watch, Amnesty International et bien d'autres évaluent la situation au Mexique et demandent au Congrès des États-Unis de cesser de donner de l'argent pour l'offensive mexicaine contre la drogue, car celle-ci a apporté de nouvelles violations des droits de l'homme. Je crois que dans ce sens il pourrait y avoir une modernisation, si nous tenons à utiliser ce terme : que la professionnalisation de la police passe par une évaluation indépendante de la part de la société civile nationale et internationale, afin qu'elle réponde non pas à des intérêts d'État mais à aux intérêts des citoyens.

Propos traduits de l'espagnol par Marc Audi Parera.

Publié dans laviedesidees.fr, le 11 mars 2011

© laviedesidees.fr